

SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS DU FORUM PAYSAN 2024

Honorable Gouverneurs du Fonds international de développement agricole,

Nous, représentants des agriculteurs, pêcheurs, habitants des forêts, éleveurs nomades et peuples autochtones¹, réunis à la huitième réunion mondiale du Forum paysan, soumettons la déclaration suivante à votre attention.

Depuis le dernier Forum mondial paysan en février 2020, le monde a subi des transformations profondes, traversé par une série de crises liées aux effets de la pandémie de Covid-19, à l'aggravation de la crise climatique, mettant en lumière les effets destructeurs de la production industrialisée à grande échelle et les lacunes structurelles du système alimentaire mondialisé néolibéral, ainsi que les impacts négatifs des accords de libre-échange. Nous avons également observé l'exacerbation des conflits existants dans de nombreuses régions de la planète, ainsi que l'émergence de nouveaux conflits et l'augmentation de la militarisation des territoires et des frontières. À cet égard, nous soulignons le fait que dans de nombreux pays, la production agricole est détruite par différents types de conflits et de guerres, comme en Palestine, en Haïti, en Érythrée et au Soudan, entre autres. Nous exhortons le FIDA à investir dans la reconstruction de l'agriculture paysanne et de la production alimentaire à petite échelle dans ces régions, en accordant une attention particulière à la situation à Gaza, et appelons la communauté internationale à intervenir pour sauver plus de 2 millions de Palestiniens à Gaza des dangers de la famine, de la mort et des tueries.

Ces crises ont une fois de plus souligné le rôle crucial des agriculteurs, en particulier des petits producteurs alimentaires et des agriculteurs familiaux, pour atténuer leur impact et continuer à nourrir la majorité de la population mondiale. Et pourtant, les agriculteurs sont en danger : accaparement des terres, accès inégal aux ressources naturelles, endettement, difficultés à obtenir des prix justes pour leurs produits et un revenu décent ne sont que quelques-unes des menaces auxquelles ils sont actuellement confrontés.

Nous pensons que le contexte actuel nécessite une approche nouvelle et innovante afin de renforcer le travail des organisations paysannes pour garantir un revenu décent aux agriculteurs et la disponibilité d'aliments sains pour l'ensemble des peuples. Nous pensons que le FIDA a le potentiel de jouer un rôle majeur dans cet effort.

Sur le partenariat entre le FIDA et les organisations paysannes

Le FIDA travaille depuis 20 ans en partenariat avec les organisations paysannes dans le but de les soutenir, notamment grâce à des projets d'investissement et des subventions. Beaucoup a été accompli, mais il reste du chemin à parcourir. Afin de renforcer la collaboration entre le FIDA et les organisations paysannes, nous pensons qu'il est essentiel de :

- renforcer les processus autonomes des organisations paysannes aux niveaux national et régional, en accord avec la décentralisation du FAFO mondial, en particulier en ce qui concerne les Programmes Stratégiques d'Opportunités Pays (COSOP).

1 Ci-après dénommées Organisations Paysannes.

- inclure les organisations paysannes dans les discussions liées aux programmes du FIDA et dans leur co-construction à tous les niveaux, y compris en tant que partenaires de mise en œuvre.
- renforcer le rôle des organisations paysannes dans le processus de mobilisation des ressources.
- élaborer des lignes directrices claires pour l'engagement et la collaboration du FIDA avec les organisations paysannes.
- inclure les organisations paysannes dans tous les projets et programmes du FIDA, en tant que préalable, afin d'assurer une participation réelle à la formulation et à la supervision des projets.
- le dialogue et l'engagement systématique avec les organisations paysannes devraient être une responsabilité centrale des équipes opérationnelles au niveau national.

Nous reconnaissons les efforts du FIDA dans l'élaboration du document d'approche et nous exhortons le FIDA à consulter davantage les organisations paysannes pour le finaliser.

Sur les questions thématiques

S'appuyant sur les discussions dynamiques tenues lors du Forum paysan de 2024, nous invitons le FIDA à soutenir activement la mise en œuvre des recommandations suivantes :

Jeunesse et genre

Tout d'abord, nous tenons à souligner l'importance de soutenir les jeunes ruraux, les femmes et les personnes de genres divers pour accéder à la terre et à d'autres ressources productives, ainsi que pour bénéficier d'opportunités de renforcement des capacités. Nous demandons au FIDA, en particulier, de soutenir des fonds institutionnels pour les femmes et les jeunes, en mettant en avant des modèles dirigés par des femmes liés à l'agriculture, à la pêche et au pastoralisme résilients au climat.

L'accessibilité des fonds au niveau de la base devrait être garantie, avec des arrangements plus flexibles pour les femmes.

Souveraineté alimentaire, agroécologie et agriculture biologique

L'agroécologie est l'un des piliers de la souveraineté alimentaire. Compte tenu de ses avantages écologiques, sociaux, économiques et culturels prouvés pour nos communautés, nous exhortons vivement le FIDA à intégrer des pratiques agroécologiques paysannes pertinentes et ambitieuses, ainsi que d'autres pratiques durables et résilientes, y compris l'agriculture biologique, dans tous ses projets et programmes. En ce sens, nous recommandons que le FIDA soutienne le dialogue politique favorisant l'adoption de ces systèmes agricoles et les inclue dans tous les projets et programmes du FIDA, à commencer par le niveau national.

Terres

Nous demandons au FIDA de s'engager à soutenir des politiques foncières redistributives au lieu d'approches basées sur le marché, en travaillant directement avec les États membres et en reconnaissant le leadership de la FAO, en vue d'une nouvelle Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural. Nous demandons également au FIDA de soutenir la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des terres, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Politiques publiques et régulation des marchés

En tant que membres des organisations paysannes, nous demandons à être impliqués à toutes les étapes de la prise de décision, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques ayant un impact sur l'agriculture et la production alimentaire. Nous demandons également au FIDA de soutenir le renforcement des capacités des organisations paysannes pour participer efficacement à ces processus.

Nous exigeons, en particulier, des politiques publiques ambitieuses pour la juste distribution des droits d'utilisation des terres, en particulier de véritables réformes agraires, des politiques pour soutenir la diffusion de l'agroécologie paysanne, des politiques pour développer les infrastructures dont les petits producteurs ont besoin. Ces politiques doivent être basées sur les droits fondamentaux de l'homme et respecter les cadres internationaux existants tels que l'UNDFP et l'UNDROP, ainsi que les principes de la souveraineté alimentaire.

Nous demandons au FIDA de soutenir les gouvernements dans l'élaboration de politiques de régulation des marchés, afin d'assurer la stabilité des marchés locaux, des prix équitables couvrant les coûts d'une production durable et des revenus décents pour tous les producteurs alimentaires. Des revenus équitables grâce à des prix agricoles justes sont le principal moyen de sortir de la pauvreté des millions de petits producteurs alimentaires. Les accords de libre-échange qui mettent les petits producteurs du monde entier en concurrence, compromettant les systèmes alimentaires locaux et les chaînes de valeur agricoles, devraient être arrêtés. Au lieu de cela, nous demandons un soutien au développement économique local afin d'éliminer les pratiques nuisibles aux ressources naturelles en soutenant le développement de marchés locaux et de chaînes de valeur inclusives.

Financement climatique

La crise climatique est une crise d'inégalités. Si la richesse était répartie plus équitablement, toutes les personnes pourraient vivre dans la dignité sans avoir à surexploiter les ressources terrestres. Toutes les solutions à la crise climatique devraient garantir une meilleure répartition de la richesse et du pouvoir entre les pays du Nord et du Sud, mais aussi au sein de chaque pays. Nous sommes en faveur de subventions et de financements substantiels pour les organisations paysannes afin de soutenir toutes les pratiques agroécologiques favorables au climat. Nous soulignons les risques liés aux marchés du carbone et à tous les mécanismes financiers de compensation carbone, en raison de leur inefficacité pour lutter contre la crise climatique, de leur impact en termes d'augmentation des inégalités sociales et des risques d'accaparement des terres. À cet égard, nous demandons au FIDA de soutenir la réflexion et de faire des efforts complets pour diffuser des informations sur les risques associés aux solutions impliquant les marchés du carbone. Nous demandons également que les organisations paysannes soient impliquées dans les discussions internationales sur les marchés du carbone pour garantir que tous les agriculteurs soient bien informés.

Nous demandons au FIDA de réaliser des évaluations de la vulnérabilité dans ses régions afin de développer des plans d'adaptation pour faire face à la crise climatique.

Pêches

Le FIDA a soutenu la réalisation des lignes directrices internationales pour la sécurité des pêches artisanales durables (IG SSP) en 2014. Ces lignes directrices devraient être intégrées aux politiques et programmes nationaux pour soutenir les petits pêcheurs. Par conséquent, nous exhortons le FIDA à :

- renforcer la mise en œuvre des lignes directrices SSP à tous les niveaux. Tous les projets du FIDA devraient être conformes aux lignes directrices SSP et respecter les droits des pêcheurs d'avoir accès et le contrôle sur les ressources naturelles productives.
- renforcer les capacités nécessaires au sein du secteur de la pêche en matière de surveillance des lignes directrices SSP et de pratiques de pêche résilientes au climat et de chaînes de valeur, en mettant particulièrement l'accent sur la jeunesse et les femmes.

- fournir un soutien financier dédié aux organisations de pêcheurs par le biais de subventions de projets, de prêts, etc., conduisant à de meilleures infrastructures et pratiques de pêche durables.
- reconnaître les bonnes pratiques existantes liées à la résilience au changement climatique dans la pêche artisanale et les promouvoir et/ou les reproduire au lieu d'investir dans l'Économie Bleue.

Élevage et pastoralisme

L'élevage et le pastoralisme contribuent de manière significative aux revenus des petits producteurs alimentaires et des agriculteurs familiaux, ainsi qu'à l'économie des pays en développement. Les bonnes pratiques dans les systèmes pastoraux ont montré qu'elles offrent des avantages en termes d'utilisation durable de la biodiversité et de services sociaux, économiques et culturels importants. Nous invitons le FIDA à garantir une plus grande participation des organisations d'éleveurs et de pastoralistes dans les consultations avec les organisations paysannes à tous les niveaux, et à soutenir de manière plus ambitieuse l'élevage et le pastoralisme dans les projets et programmes qu'il finance.

Financement et mise en œuvre des programmes et projets du FIDA

Nous exhortons les gouvernements à fournir davantage de fonds au FIDA pour soutenir les politiques et programmes publics. Nous exprimons notre préoccupation quant à l'utilisation du financement du secteur privé. Les fonds du FIDA ne devraient pas être alloués à des activités qui compromettent l'existence des petits producteurs alimentaires et à des activités de compensation liées au climat et à la biodiversité.

Nous demandons d'augmenter le financement pour des investissements durables à long terme, renforçant la capacité interne des organisations paysannes par le biais d'un financement direct aux organisations.

Nous demandons l'arrêt du financement de projets impliquant des acquisitions de terres à grande échelle, des accaparements de terres et des investissements spéculatifs de la part d'acteurs privés et de banques de développement.

Enfin, nous recommandons au FIDA de créer un mécanisme de financement permanent et adéquat pour soutenir, par des subventions aux organisations paysannes, le renforcement des capacités des organisations paysannes afin qu'elles puissent continuer à s'engager de manière significative et efficace dans les processus liés au FIDA (comme cela s'est produit lors des consultations du FIDA13). Cela permettra aux organisations paysannes de s'impliquer avec succès dans le dialogue politique à tous les niveaux ainsi que de jouer efficacement le rôle de partenaires de mise en œuvre des projets et programmes financés par le FIDA.

Mise en œuvre de l'UNDROP, de l'UNDFP et de l'agenda 2030 et défense du système multilatéral

Nous croyons que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) et la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (UNDFP) devraient être intégrées dans tous les programmes du FIDA en tant qu'outils pour assurer la réalisation des droits et des moyens de subsistance décentes des petits producteurs alimentaires et des agriculteurs familiaux.

L'UNDFP reconnaît les droits des paysans et des peuples ruraux, visant à protéger et à promouvoir leurs droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques spécifiques, ainsi qu'à progresser vers des systèmes alimentaires justes et durables. Il est essentiel de sensibiliser davantage sur l'impact potentiellement positif sur les moyens de subsistance des paysans et des travailleurs ruraux et des peuples que la mise en œuvre de l'UNDROP pourrait apporter. À cette fin, nous demandons au FIDA de soutenir la mise en œuvre de l'UNDROP à tous les niveaux, en finançant des programmes spécifiques au niveau régional et national, et en participant activement au Groupe de

travail d'experts sur les droits des paysans créé récemment et à tous les autres organes et mécanismes pertinents des Nations Unies.

L'UNDFE a été reconnue comme un mécanisme adapté pour contextualiser les outils et directives internationaux en soutien aux agriculteurs familiaux et à leurs organisations, tels que l'UNDROP et les produits politiques du CSA. Nous demandons au FIDA, en particulier, de soutenir la conception, le développement et la mise en œuvre inclusifs des plans d'action nationaux et régionaux pour l'UNDFE en renforçant les synergies explicites avec les programmes du FIDA afin de favoriser un changement politique bénéfique aux petits producteurs alimentaires.

Nous réaffirmons également le rôle central de l'Agenda 2030 pour le développement durable, en tant qu'outil de référence pour la conception et la mise en œuvre de projets impliquant les agriculteurs.

De plus, nous pensons qu'il reste essentiel de renforcer le système multilatéral et les espaces normatifs inclusifs tels que le CSA et son mécanisme de la société civile et des peuples autochtones. Les programmes du FIDA et les processus du FAFO devraient pleinement tenir compte des résultats politiques négociés au sein du CSA.

Conclusions

En tant qu'organisations d'agriculteurs, de pêcheurs, de pasteurs et de peuples autochtones, nous nous engageons à renforcer le dialogue avec les décideurs politiques à tous les niveaux en vue de systèmes alimentaires justes et durables. Nous continuerons à nous mobiliser pour soutenir le reconstitution des fonds du FIDA et à travailler conjointement pour un engagement accru envers le FIDA de la part des gouvernements, afin de répondre à la crise mondiale actuelle. Afin d'améliorer notre collaboration mutuelle, nous réitérons la demande, déjà exprimée dans la synthèse des délibérations du FAFO2020, d'inclure des représentants des organisations paysannes dans la structure de gouvernance du FIDA, y compris avec un statut d'observateur au sein du conseil exécutif.

Nous sommes convaincus que le FIDA prendra en compte les recommandations issues de cette réunion mondiale du Forum des agriculteurs et les mettra en œuvre en vue de la réalisation d'un objectif commun, la production alimentaire durable sur le plan environnemental et social en défendant les producteurs alimentaires qui nourrissent le monde.